

## **Session 28 - Faut-il renoncer à la mondialisation ?**

*Hélène Rey*

Poussées nationalistes en Europe, discours protectionnistes de l'administration Trump, Brexit, remise en cause des accords de commerce internationaux, rejet des migrants... La mondialisation semble aujourd'hui contestée par les expressions électorales des peuples qui dénoncent l'accroissement des inégalités et l'émergence d'une élite mondiale. On assiste à l'émergence d'une génération de leaders populistes couvrant un spectre politique très large de l'extrême gauche à l'extrême droite avec des prises de position qui dans certains cas se focalisent sur le rejet des migrants et des réfugiés et dans d'autres cas sur le rejet du commerce international. Il est généralement admis par les économistes que l'ouverture des frontières aux flux de biens et services génère de la richesse au niveau agrégé. Néanmoins, toujours selon les théories économiques standards, il y a des perdants dans ce processus et il convient donc de les compenser en redistribuant le surplus de richesse créé. Force est de constater que nos systèmes politiques n'ont pas su ou voulu compenser les perdants au cours des dernières années. Quoi qu'il en soit, d'hypothétiques compensations financières ne sauraient être un substitut à la perte d'emplois dans nos sociétés où le lien social et peut-être même la santé et la couverture sociale dépendent fortement de notre insertion dans un milieu professionnel.

D'autre part, nos sociétés s'interrogent de plus en plus sur la capacité qu'ont les grandes entreprises à ne pas payer leur part d'impôt dans les pays où elles réalisent leur profit en exploitant les arcanes opaques de la mondialisation financière et des traités fiscaux. Quant à la tolérance vis-à-vis de l'évasion fiscale et des montages financiers off-shore exposés par exemple dans les Panama Leaks, elle est à bout dans un monde occidental où une grande partie de nos populations ont dû se serrer la ceinture en raison des conséquences de la grande crise financière de 2008 ou de la crise de la zone euro qui a suivi.

Les velléités contestatrices des peuples visent-elles donc avant tout la globalisation financière, les mouvements des personnes, les flux de biens et services ou les modes d'opération des multinationales ? Blâme-t-on la mondialisation (et l'Europe) pour tout et son contraire ? Plus on pourra affiner le diagnostic, qui peut d'ailleurs être différencié dans les différentes régions du monde, plus le système politique aura en théorie des chances d'apporter des solutions constructives au grand malaise que nous vivons face à la mondialisation.

Il faudrait d'ailleurs aussi se demander si les sources de tension ne seraient pas à chercher également du côté du progrès technologique qui laisse trop de gens au bord du chemin. Dans un

monde où il n'est plus impossible que d'ici quelques années les robots réalisent la plupart des tâches productive mieux que les humains, de grandes perturbations sont à envisager. Que se passe-t-il si l'industrie textile du Bangladesh par exemple devient caduque en raison de la robotisation ? Les flux commerciaux internationaux seront certes réduits mais l'impact sur l'emploi au Bangladesh et dans les sociétés occidentales pourrait s'avérer difficile à gérer.

Dans ce monde en proie aux bouleversements technologiques et politiques, le système économique mondial, dominé par l'hégémonie américaine, est remis en cause par l'émergence de nouvelles superpuissances, la Chine en premier lieu. L'avènement d'un monde multipolaire perturbe l'équilibre établi et requiert une refonte de la gouvernance économique. La concurrence entre les Etats s'est intensifiée. Il y a certainement des tensions entre mondialisation et préférences démocratiques nationales ou régionales.

Mais les grands défis comme le changement climatique exigent pour notre survie même une coopération internationale renforcée. Comment la concilier avec les aspirations démocratiques des peuples qui historiquement ont eu tendance à s'affirmer au niveau de l'Etat-Nation ?

Démocratie et mondialisation ne peuvent coexister dans le cadre de l'Etat-Nation, et requièrent l'avènement d'une gouvernance mondiale. Cette préférence ne rencontre pourtant pas l'adhésion des populations car il y a des perdants et des gagnants de la mondialisation et nos sociétés ont été incapables de gérer ces clivages, ouvrant la porte aux populistes de tous bords. Certains aspirent à un retour à la préférence nationale afin de protéger les emplois dont le processus de création-destructrice n'assure plus le renouvellement. Mais suivre une politique de restauration de quelques milliers d'emplois miniers (comme aux Etats Unis) à une époque où la croissance économique se passe manifestement dans d'autres secteurs et où le réchauffement climatique devrait être une priorité mondiale est évidemment une impasse coûteuse. Les épisodes de repli sur soi nationalistes se sont soldés historiquement par des régressions économiques ou pire, des guerres.

Il y a urgence. Comment peut-on adapter la gouvernance économique à un monde multipolaire ? Quelles sont les alternatives au modèle d'Etat-Nation ? Comment peut-on réformer le système de gouvernance internationale pour respecter les intérêts des moins riches et compenser les perdants et induire une plus forte coopération internationale pour les enjeux mondiaux ?